



HAMIT BOZARSLAN

Révolution et état de violence

Moyen-Orient 2011-2015

CNRS EDITIONS

Présentation de l'éditeur



Les contestations révolutionnaires de 2011 ont, pour un temps, changé les termes du débat dans la « rue arabe » mais aussi le regard que le reste du monde portait sur les sociétés moyen-orientales. L'héritage de la domination ottomane, le colonialisme et le post-colonialisme, l'autoritarisme, l'islamisme, la question palestinienne... semblaient, durant cette courte période, cesser de fournir les clefs d'intelligibilité du monde arabe. Tout convergeait, enfin, pour laisser supposer que le djihadisme des années 1980-2000 cédait place à une communion universelle entre ce monde et l'Occident. Pourquoi les promesses de 2011 ont-elles finalement été suivies d'un état de violence et d'effondrement social dans de nombreuses sociétés ? Comment ces révolutions ont-elles fait bouger les lignes de force structurant le monde arabe ? Quelles étaient les différences structurelles et conjoncturelles entre la Tunisie et l'Égypte d'une part, les autres sociétés arabes de l'autre ? Quelles sont les conditions permettant à une crise révolutionnaire de devenir un moment de vérité aussi bien pour les pouvoirs que pour les sociétés ? C'est à ces questions que répond Hamit Bozarslan, dans un essai aussi limpide que nécessaire.

Docteur en histoire et en sciences politiques, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, Hamit Bozarslan est notamment l'auteur d'une Histoire de la Turquie (Tallandier, 2013) et de Le luxe et la violence, Domination et contestation chez Ibn Khaldûn (CNRS Éditions, 2014).

Révolution et état de violence
Moyen-Orient 2011-2015

HAMIT BOZARSLAN

Révolution et état de violence
Moyen-Orient 2011-2015

CNRS ÉDITIONS

15, rue Malebranche – 75005 Paris

Dans un contexte d'incertitude et d'obscurité « toute chose et toute personne qui hier encore passait pour “grande” [...] sombre dans l'oubli et, si le mouvement continue sur sa lancée, doit même nécessairement sombrer dans l'oubli¹ ».

Nous sommes par conséquent conscient qu'au moment où les lecteurs auront ce livre entre leurs mains, la « vengeresse complexité du monde² » aura déjà entraîné le Moyen-Orient vers d'autres horizons.

En dépit de sombres présages, nous gardons l'espoir que les générations futures disposeront d'autres repères que ceux qu'elles recevront en legs de notre présent.

Paris, le 3 janvier 2015

1. Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique*, Seuil, Paris, 1993, p. 47.

2. Pierre Hassner, « À long terme, la complexité du monde se vengera », *Le Monde*, 28.9.2009.

Introduction

« Nous voulons vous inviter » nous dit au bout du fil un jeune collègue dont les travaux ont grandement renouvelé la recherche sur les processus électoraux dans le monde arabe. Connaissant nos travaux sur la violence au Moyen-Orient, il s'empresse cependant d'ajouter : « mais s'il vous plaît ! Ne nous parlez plus de la violence. Parlez-nous de la révolution ».

Plus de quatre ans après cette aimable injonction, nous voici donc à parler de « la révolution », mais sans savoir comment faire abstraction de la violence. Si les contestations tunisiennes et égyptiennes de 2011 furent pour l'essentiel pacifiques, elles ne se heurtèrent pas moins à une répression brutale qui fit quelque 300 victimes en Tunisie et près de 900 en Égypte, et surtout la violence domina plus que jamais le paysage politique égyptien après la chute de Moubarak le 11 février de cette même année. La Tunisie postrévolutionnaire connut également des épisodes violents, faisant craindre le pire au lendemain de l'assassinat de deux figures politiques de gauche, Chokri Belaïd (6 février 2013) et Mohamed Brahimi (25 juillet 2013). Plus grave encore, en réponse aux crises révolutionnaires, les pouvoirs libyen et syrien, voire yéménite se transformèrent en organes de destruction massive de leurs sociétés, n'hésitant pas à fragmenter le temps et l'espace « nationaux » pour assurer leur durabilité. Plus de quatre ans après le sacrifice de Mohamed Bouazizi, dont l'immolation par le

feu avait déclenché la révolution tunisienne, rien ne semble pouvoir arrêter « la violence au Moyen-Orient » qui se nourrit d'un double registre, matériel et émotionnel, qu'Étienne Balibar définit comme « ultra-objectif » et « ultra-subjectif »¹. « Ultra-objectif » car elle est l'œuvre de forces constituées, aussi bien étatiques que non étatiques, et engendre une économie de guerre infiniment plus dévastatrice que celle que nous observions dans les années 1980-1990² ; elle fragmente et détruit les sociétés, mais construit aussi de nouvelles réalités et de nouveaux rapports de force. « Ultra-subjectif » aussi, car elle érige la mort et le sacrifice en seul horizon d'attente possible, met en branle une économie de passions radicalisées à l'extrême, cultive la peur et justifie la cruauté.

Penser l'indicible

Nous ne saurions donc pas comment « dissocier » la révolution d'une violence polymorphe dominant le temps et l'espace, mais pas davantage comment les « expliquer » tant l'« explication » se confond en l'occurrence avec l'« éclaircissement, et la clarté fait apparaître cela même dont il faut se délivrer ou contre quoi il faut lutter³ ». Comment « comprendre », en effet, un terrain qui nous oblige à le « penser » avec ses catégories propres, imposées avec force et brutalité, et nous prend en otage soit de son rythme vertigineux⁴, soit de sa « situation du moment⁵ » ? À titre

1. Étienne Balibar, *Violence et civilité*. Wellek Library Lectures et autres essais de philosophie politique, Paris, Galilée, 2010, p. 34.

2. Français Jean et Jean-Christophe Ruffin (dir.), *Économies des guerres civiles*, Paris, Hachette-Pluriel, 1996.

3. Léon Chestov, *La nuit de Gethsémani. Essai sur la philosophie de Pascal*, Paris, Éditions de l'Éclat, 2012, p. 99.

4. La question de l'« accélération » du temps a souvent préoccupé les sociologues ainsi que les philosophes dont ceux de l'École de Francfort : « le rythme et la dynamique sont utilisés dans ce but. Rien ne doit rester inchangé, tout doit continuellement fonctionner, être en mouvement. Car seul le triomphe universel du rythme et de la production et de la reproduction mécanique est la garantie que rien ne changera, qu'il ne sortira rien d'ina-déquat », Theodor Wiesengrund Adorno & Max Horkheimer, *Kulturindustrie. Raison et mystification des masses*, Paris, Allia, 2002, p. 36.

5. *Ibid.*, p. 42.

d'exemple, la donne confessionnelle, sunnite, alaouite ou encore chiite, qui ne concerne pas le Moyen-Orient dans son ensemble mais surdétermine les conflits en Syrie ou en Irak, est insupportable, hideuse même, de notre point de vue citoyen ; par le poids qu'elle exerce dans la fragmentation ou la recombinaison territoriale de ces pays, elle atteste que la raison émancipatrice de 2011 a graduellement laissé place à une tout autre raison, profondément destructrice de la liberté comme de la dignité. La violence qu'on « comptabilise » en fournissant chaque jour de nouvelles données statistiques n'est elle-même plus « analysable » à partir de nos concepts et grilles habituels tant elle trouve son sens ultime dans ce que Simone Weil définissait en son temps comme « le dernier secret de l'*Iliade* » :

« les batailles ne se décident pas entre hommes qui calculent, prennent une résolution et l'exécutent, mais entre les hommes dépouillés de ces facultés, transformés, tombés au rang soit de la matière inerte, qui n'est que passivité, soit des forces aveugles qui ne sont qu'élan [...]. L'art de la guerre n'est que l'art de provoquer de telles transformations et le matériel, les procédés, la mort même infligée à l'ennemi, ne sont que des moyens à cet effet ; il a pour véritable objet l'âme même des combattants⁶ ».

Cette tension entre l'observation et l'indignation citoyenne, entre la nécessité de comprendre un événement complexe et rendre compte de la destruction de la politique, voire de l'espace et du temps, qui constitue sa conséquence irréversible, traverse cet ouvrage d'un bout à l'autre. Elle en limite aussi les ambitions puisqu'il ne saurait être, au mieux, qu'un essai d'interprétation, une simple réflexion sur la posture citoyenne en temps d'effondrement social, politique, économique, et bien sûr moral, des sociétés. Certes, nous savons l'impossibilité de présenter un ouvrage sur le Moyen-Orient actuel qui ferait l'économie des dates, des chiffres, des faits, des profils d'acteurs et d'une multitude d'autres éléments d'analyse, gages d'une certaine intelligibilité. Que les lecteurs ne soient donc pas désappointés d'emblée : il y

6. Simone Weil, *L'Iliade ou le poème de la force et autres essais sur la guerre*, Paris, Payot, 2014 (textes écrits entre 1933 et 1943), p. 101.

aura bien des héros, des contre-héros et des antihéros dans notre récit. Mais les « chercheurs en sciences sociales » ont aussi leur épreuve de vérité, leur moment d'incertitude, leurs sentiments de défaite : ils savent que certaines situations historiques singulières refusent de se soumettre à leurs méthodologies, mieux encore, se rendent à leurs chevets⁷ pour désigner leurs angles morts ou l'impertinence de leurs outils conceptuels et grilles d'analyses, interroger leur capacité même à appréhender les processus contradictoires qui se déroulent sous leurs yeux et s'imbriquent *crescendo*. Autant en être conscient et en assumer les conséquences en toute humilité.

Quatre ans après : le Moyen-Orient face à lui-même

Dans la lecture qu'il livrait du monde arabe du début des années 1990 le philosophe Fouad Zakariya (1927-2010) remarquait un paradoxe de taille. D'un côté, « l'originalité de la culture arabe réside en ceci qu'elle n'envisage pas le passé comme une composante intrinsèque du présent, mais comme une entité distincte, concurrente, qui cherche à s'imposer à lui. En un mot, c'est une perception *anhistorique* du passé ». Mais de l'autre côté, constatait-il, « les combats livrés à propos du passé sont en définitive des combats autour du présent : tel trouve dans le *turath*⁸ la caution de son idéal socialiste, tel autre de son penchant pour les régimes théocratiques... leur opposition est bien moins une opposition entre deux lectures possibles du *turath* qu'un conflit entre deux attentes différentes à l'égard du présent qu'ils cherchent à légitimer en le fondant dans la tradition⁹ ».

Temps suspendu dans le temps, temps d'invention téléologique, le moment 2011 semblait, à ses débuts du moins, avoir changé les termes de ce débat, dans la « rue arabe » bien sûr, mais aussi, voire surtout, dans le regard que le reste du monde portait sur les sociétés arabes. Le colonialisme, l'autoritarisme, l'islamisme, la

7. Jean Leca, « Paradoxes de la démocratisation : l'Algérie au chevet de la science politique », *Pouvoirs*, 86, 1998, p. 7-28.

8. Cf. le glossaire des termes étrangers en annexe.

9. Fouad Zakariya, *Laïcité ou Islamisme*, Paris, La Découverte, 1991, p. 48 & 60.

donne confessionnelle, la question palestinienne même, parurent, durant cette courte période, cesser de fonder l'altérité dans le monde arabe. Même l'impératif de s'accrocher à une tradition, à une authenticité, que soulignait Zakariya, semblait ne plus faire sens. Si l'on pensait toujours que le passé continuait à expliquer le présent, on était également convaincu qu'il avait cessé de l'hypothéquer, permettant ainsi d'envisager l'avenir comme une page encore à écrire. Tout paraissait indiquer que sonnait enfin le moment où les morts allaient enterrer leurs morts¹⁰ pour offrir aux vivants la possibilité de s'inventer un futur distinct de l'héritage qu'ils avaient reçu. À titre d'exemple, avec les révolutions, écrivait Hamid Dabashi, c'était aussi la page du « post-colonialisme » qui se refermait : « le post-colonialisme n'a pas surmonté le colonialisme, il l'a exaspéré par sa négation même. Le Printemps arabe les a surmontés l'un et l'autre. [...]. Ces insurrections révolutionnaires sont post-idéologiques en ce sens où elles [...] n'acceptent plus les termes [...] d'un colonialisme ayant pour nom de code le post-colonialisme »¹¹. Eugene Rogan concluait la postface de son magistral *Histoire des Arabes* par une phrase on ne peut plus optimiste : « les Arabes ont pris leur destin en main¹² ». Le grand historien Rachid Khalidi livrait une opinion sensiblement analogue :

« ce n'est pas la nature démocratique des insurrections de 2011 qui les caractérise comme inédites. [...] Ce qui les distingue de leurs prédécesseurs est qu'elles signent la fin d'une ancienne phase de lutte de libération nationale contre le colonialisme et se définissent directe-

10. Cette formule, initialement utilisée dans l'Évangile de Luc est surtout célèbre par l'usage qu'en fit Marx : « [...] Laissons les morts enterrer leurs morts, et les pleurer. En revanche, il est enviable d'être les premiers à entrer vivants dans la vie nouvelle. Que ce sort soit le nôtre ! », <http://rene.merle.charles.antonin.over-blog.com/article-marx-laissons-les-morts-enterrer-leurs-morts-92013703.html>.

11. Hamid Dabashi, *The Arab Spring. The End of Post-Colonialism*, Londres, Zed Press, 2012, p. IX & 10.

12. Eugene Rogan, *Histoire des Arabes de 1500 à nos jours*, Paris, Perrin, 2013, p. 691.

ment en rapport avec les problèmes des sociétés arabes elles-mêmes¹³».

Pour notre part, nous exprimions la nécessité de disposer de recul dans le temps pour savoir si ce passé, colonial, mandataire ou postcolonial, pourrait enfin devenir le domaine de prédilection des historiens sans dominer l’imaginaire des sociétés arabes, ou si un récit macro-historique remontant aux Croisades, tel qu’il en circulait durant les décennies passées, cesserait d’être opérationnel. Plus de quatre ans après, on peut convenir que la « libération » du monde arabe de l’« Occident » et sa sortie autant d’une réalité coloniale que d’un syndrome « postcolonial » se sont bien réalisées entre 2011 et mi-2014, mais hélas ! à son détriment, tant l’inaction des puissances occidentales, après les désastreuses guerres américaines et israéliennes des années 2000, contribua à aggraver la situation dans de nombreux pays et fabriquer l’image d’un monde éternellement en déclin. L’opposition « monde arabe-Occident » (ou « islam-Occident »), qui avait tant nourri le nationalisme arabe des années 1920-1940, la contestation de la gauche des décennies 1950-1970, et l’islamisme depuis, disparut pour un temps de la scène sans laisser place à une autre altérité constructive.

Cette inaction internationale n’est bien entendu pas inédite dans l’histoire récente du monde. Nous y reviendrons ultérieurement dans cet essai, mais précisons ici avec Pierre Hassner qu’il en fut de même lors des conflits en ex-Yougoslavie dans les années 1990. Dans ses commentaires qui s’inspiraient partiellement des réflexions de l’économiste et spécialiste des relations internationales Thomas Schelling, Hassner notait que la « communauté internationale », évanescence chaque fois que sa présence était urgemment requise¹⁴, avait commis deux erreurs d’appréciation

13. Rachid Khalidi, « Preliminary Historical Observations on the Arab Revolutions of 2011 », in Bassam Haddad, Rosie Scheer & Ziad Abu-Rich (dir.), *The Dawn of the Arab Uprisings. End of an Old Order?* Londres, Pluto Press, 2012, p. 12.

14. « ... la première caractéristique de la communauté internationale est de ne pas exister », Pierre Hassner, *La terreur et l’empire. La violence et la paix II*, Paris, Seuil, 2013, p. 65. L’auteur ajoute : « “les idées dominantes d’une société, disait Marx, sont les idées de sa classe dominante. Elles sont les

dans les Balkans : d'abord elle avait cru que la « violence était impossible », puis, lorsque la guerre était là avec toute sa force destructrice, qu'elle « était incontrôlable et condamnée à aller jusqu'au bout¹⁵ ». Plus de deux décennies après ces remarques, il est frappant de voir que malgré les signes concordants, personne n'a pensé qu'un tel effondrement violent de certaines sociétés arabes pouvait être imminent, puis dans un deuxième temps, personne n'a envisagé d'entreprendre une action efficace pour que le pire dans les paliers successifs de l'atrocité puisse être évité.

Force est en effet d'observer un effacement relatif de l'Occident, et plus particulièrement des États-Unis, de la région au début des années 2010, que les historiens du futur tenteront sans doute d'analyser en détail ; la volonté de Washington de mettre un terme à sa dépendance énergétique par rapport au Moyen-Orient et sortir du traumatisme d'un long processus commencé avec les attentats de 11 Septembre et dont la gestion fut si désastreuse, ainsi que son choix de se recentrer sur l'Asie et l'Afrique, le conduisent, sans qu'il en soit nécessairement conscient, à privilégier le scénario du « chaos créateur », jadis prôné par certains courants néoconservateurs. Ce faisant, il affiche aussi implicitement son refus d'assumer l'héritage de ses politiques des années 2000, durant lesquelles il joua d'abord une carte « toute chiite », avant d'adopter une politique « toute sunnite » et pour terminer, hésita, à une cadence de plus en plus rapide, entre l'une ou l'autre de ces deux options.

Quelles que soient ses raisons, cependant, ce retrait invite les chercheurs à s'interroger sur le poids qu'exercent les dynamiques externes dans la fabrique du monde arabe, et plus généralement du Moyen-Orient actuels, et peut-être aussi à le relativiser. Il ne s'agit naturellement pas de nier ici le lourd legs des politiques mandataires et coloniales des années 1920-1940 et des interventions françaises, britanniques, américaines, soviétiques ou russes pendant et

idées de sa domination". Remplaçons "classes" par "puissance" et "société" par "monde" ou "système international", et nous obtenons une image fidèle du rôle et de la place des États-Unis dans les représentations collectives liées soit à la géopolitique classique, soit au phénomène de mondialisation », *ibid.*, p. 144.

15. *Ibid.*, p. 238.

après les décennies de la Guerre froide, encore moins la gravité de la question palestinienne qui nous fut rappelée encore en été 2014. Il importe cependant de souligner que la désintégration sociale, voire l'effondrement que nous observons aujourd'hui dans certains pays arabes s'expliquent essentiellement par des dynamiques internes. Qu'ils prennent la forme d'une politique interventionniste malvenue comme dans les années 2000 ou celle d'une absence quasi-totale d'interventionnisme comme dans la décennie suivante, les facteurs externes peuvent amplifier ces dynamiques sans en être la principale source. De plus, conséquences de cet effondrement, qui n'affectent que marginalement l'«impérialisme», le «sionisme» ou la «*dar al-harb*», sont quasi exclusivement internes. Il faut en effet admettre avec Gilles Kepel, que dès le lendemain des attentats du 11 Septembre, l'affrontement avec l'Occident laissa graduellement place aux déchirures internes des sociétés du Moyen-Orient : il est indéniable que les années 2000 furent marquées par une formidable poussée de l'antiaméricanisme dans l'ensemble de la région, qui n'a sans doute pas perdu de son intensité depuis, mais dans les faits, le djihad contre l'Occident dont les attentats de 11 Septembre furent le point culminant, se mua en très peu de temps en principal instrument d'une *fitna* («discorde») interne¹⁶. La lettre d'allégeance d'Abu Musab al-Zarkaoui, futur chef farouchement antiaméricain d'«al-Qaïda dans le Pays des Deux Fleuves» (Irak) à Oussama Ben Laden, annonçait en quelque sorte déjà la politique que l'EI («État islamique») allait adopter en Syrie et en Irak. Dans ce document très détaillé datant de 2004, le militant jordanien se plaignait que les Kurdes avaient abandonné la voie du Prophète et ne connaissaient désormais ni foi ni loi. Mais pour lui, la priorité absolue consistait à éliminer l'hérésie et les hérétiques, autrement dit, le chiisme et les chiïtes, en masse, même si cela devait affaiblir le djihad contre les forces américaines¹⁷.

À voir les symboles de *Qamus al-Uthman* ou de *Karbala* que brandissent aujourd'hui les djihadistes sunnites et chiïtes, cette

16. Gilles Kepel, *Fitna. Guerre au cœur de l'islam*, Gallimard, Paris, 2007.

17. Cf. Jean-Pierre Milelli, «Un texte attribué à al-Zarqaoui», *Maghreb-Machrek*, n° 181, 2004, p. 92-110.

« discordes » n'est de loin pas la première à secouer l'islam au cours de son histoire plus que millénaire. Toute la pensée juridique de l'islam, toute la doctrine d'État des légistes, notamment entre le VII^e et le X^e siècles, furent mobilisées pour effacer la mémoire des luttes intestines qui suivirent la fondation de la nouvelle religion en pleine ascension et prévenir de nouvelles *fitna*, à l'évidence sans y parvenir. D'autres facteurs, comme le fait tribal ou les régionalismes, sans lesquels on ne peut comprendre les situations libyenne ou yéménite, ou le *kulturkampf* qu'on observe en Égypte et dans une moindre mesure en Tunisie, n'ont assurément aucun lien avec la donne confessionnelle. Ils ont pu être exacerbés par l'héritage des politiques coloniales passées, mais s'exercent ou s'amplifient désormais dans des contextes « locaux » avec des acteurs « locaux » pour protagonistes exclusifs. D'où notre choix dans cet ouvrage de privilégier les facteurs internes des sociétés sur lesquelles nous nous pencherons sans pour autant concevoir le Moyen-Orient comme un isolat.

2011-2015 : conceptualiser le Moyen-Orient

Cet ouvrage mobilise un nombre limité de concepts « macro », simples en apparence, qui appellent néanmoins quelques précisions, à commencer par la dénomination spatiale de la région sur laquelle nous travaillons. Les chapitres suivants montreront amplement que nous sommes préoccupé surtout par les transformations que connaît le monde arabe depuis le début de la décennie 2010 ; seuls quelques paragraphes et notes de bas de page sont consacrés au Pakistan, à l'Afghanistan, à l'Iran et à la Turquie. Pourtant, le terme « Moyen-Orient » qui figure dans le titre même de cet essai relève d'un choix conscient et assumé.

Très tôt dans nos études, nous nous sommes heurté à la difficulté de définir le « Moyen-Orient », mais nous nous sommes aussi rendu compte qu'il était simplement impossible de ne pas « nommer » cette région d'une redoutable complexité interne¹⁸. Nous utilisons ici ce concept parce que nous n'en avons pas d'autres qui soient heuristiquelement plus pertinents, mais aussi parce

18. Cf. Hamit Bozarslan, *Sociologie politique du Moyen-Orient*, Paris, La Découverte, 2011.

que nous constatons qu'au fil des aléas historiques du XX^e siècle, une région « Grand Moyen-Orient », débordant largement le seul monde arabe, s'est effectivement formée ; elle évolue dans une grande incertitude, y compris quant à ses contours géographiques, mais elle n'est pas pour autant dépourvue de sens pour les sociétés qui en font partie et qui se reconnaissent à partir de certains repères, récits, symboles et expériences partagés.

De la dissolution de l'Empire ottoman en 1918 aux contestations révolutionnaires de 2011, en passant par la création de l'État israélien en 1948 ou la révolution iranienne de 1979, plusieurs événements-ruptures exercèrent des effets déstructurants, et partant restructurants dans plus d'un espace « local » pour déboucher sur un perpétuel d'élargissement de ce qui était alors connu comme la Terre sainte, le Levant ou encore le « Proche-Orient ». À titre d'exemple, dans les années 1950 ou 1960, à l'exception de quelques savants religieux, intellectuels et militants, peu d'« Arabes » avaient une raison de s'intéresser à l'évolution politique de l'Afghanistan et du Pakistan ; l'« attachement » de ces espaces à la « cause arabe », si tant est qu'il en exista un, restait également de nature purement livresque. Or, il est impossible d'écrire l'histoire de l'Afghanistan des années 1980 sans prendre en compte les militants venus du Machrek et du Maghreb par dizaines de milliers via le Pakistan pour se battre contre l'Armée rouge ou acquérir un entraînement militaire ; à l'inverse, l'histoire palestinienne, égyptienne et algérienne des années 1990 perdra toute intelligibilité si l'on ignore les effets en retour de la guerre afghane de 1979-1988 sur ces terres où affluent les « combattants victorieux » riches d'expériences, de savoirs et d'imaginaires djihadistes. Il en va de même du processus conduisant aux attentats de 11 Septembre qui a si grandement contribué à reconfigurer l'Afghanistan et le Pakistan, bien entendu, mais aussi de nombreux pays du Machrek et du Maghreb. Nous y reviendrons : plus de quinze ans après son achèvement, la guerre civile algérienne des années 1990 joue à son tour un rôle central, bien que décalé dans le temps, dans la restructuration du Sahel ; les vétérans de ce « djihad avorté », aujourd'hui quadragénaires ou quinquagénaires, occupent le devant de la scène au Mali où ils peuvent également profiter des expériences irakiennes d'al-Qaïda, elles-mêmes nourries des anciens épisodes afghans. L'artificialité initiale du concept

« Proche-Orient » ou « Moyen-Orient », répondant à l'impératif de nommer le monde pour mieux le partager et le dominer, puis de le décliner selon les zones dans des « grands jeux » internationaux, a donc fini par donner naissance à une réalité ; d'« assujettis », les « Moyen-Orientaux » sont devenus, parfois pour le meilleur, à d'autres moments pour le pire, des sujets agissants sur eux et... inter-agissants entre eux.

Notre deuxième concept, la « crise révolutionnaire », nécessite également quelques explications. Le terme crise, dont nous avons souligné ailleurs la polysémie¹⁹, correspond avant tout à une situation d'ingouvernabilité et traduit la difficulté de reproduire un ordre social, politique ou économique donné selon des rituels connus et reconnus et des habitus institutionnalisés ou intériorisés ; par les contraintes et opportunités inédites qu'elle présente, la crise peut déboucher sur la construction de nouveaux rapports de pouvoir. Mais d'après Myriam Revault d'Allones, on peut également définir la crise comme « ce fossé qui se creuse entre espace d'expérience et horizon d'attente [...] La crise réside en ce que ces acquis de l'expérience – le savoir accumulé par l'expérience, l'espace d'expressions – ne sont plus immédiatement opératoires lorsqu'il s'agit de penser l'actualité et le présent et ils le sont encore moins lorsqu'on tente de préfigurer l'avenir²⁰ ». Jacqueline Barus-Michel, qui a consacré un texte à nos yeux décisif à ce thème, donne une définition analogue :

19. « ... la notion de crise peut renvoyer à une “ingénierie” politique et être comprise comme un instrument de pouvoir. Ainsi, en Turquie des années 1990 des crises successives permirent à quelques pôles au sein de l'État d'élaborer un discours hégémonique admis comme légitime par certains secteurs civils de la société et d'accuser, selon les moments, les islamistes, les nationalistes kurdes, ou les intellectuels libéraux d'être des “ennemis de l'intérieur” de la nation, premier pas vers la mobilisation d'une partie de la population contre eux. Ainsi définie, la crise devint une “ressource” assurant la durabilité du pouvoir et légitima le passage à une violence symbolique et à la coercition contre la catégorie “ennemie”. Certains épisodes du conflit entre le pouvoir et les islamistes en Algérie peuvent être lus à l'aune de cette même “ingénierie” », Hamit Bozarslan, *100 mots pour dire la violence dans le monde musulman*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2005, p. 44.

20. Myriam Revault d'Allones, *La crise sans fin. Essai sur l'expérience moderne du temps*, Paris, Seuil, 2012, p. 78.

« la crise [...] bouscule l'ordre des signifiants. Les codes qui servaient à l'échange, à la compréhension des comportements et aux stratégies de base sont brusquement caducs. Comme si, en attendant à un symbole, c'était tout le système symbolique qui s'effondrait²¹ ».

Quant à une « crise du type révolutionnaire », elle correspond à une situation marquée par l'existence d'un « double pouvoir » qu'analyse Léon Trotski (1879-1940)²² : alors que les Palais officiels sont encore pleins mais ne peuvent plus décider grand-chose, la rue, dans toute son hétérogénéité et son indéterminé, contrôle de plus en plus l'espace et détient une grande partie du pouvoir réel, mais n'a pas encore investi les Palais. Durant ces périodes de changement des rapports de forces mais aussi d'incertitude, la révolution peut être qualifiée de « déjà puissante, mais encore puérile²³ ».

La notion de révolution, que nous nuancerons et affinerons plus loin, décrit un changement, pacifique ou violent, mais toujours radical, du régime et/ou un processus de contestation populaire qui débouche sur la transformation de l'ordre existant en un « Ancien régime ». Distincte d'une révolution de palais, une révolution exige l'émergence de « coalitions hétéroclites », de classes, de générations et de genres. Capables de se réaliser comme « peuple », en d'autres termes comme porteuses d'une volonté collective « ayant droit à la chose publique », celles-ci dotent la révolution d'une matérialité par leur simple recours à une action extralégale, défiant, avec succès, la légitimité d'un pouvoir établi.

Ces « coalitions » jouent un rôle central dans les crises révolutionnaires. Une révolution unifie dans le temps court, mais à moyen terme elle peut exacerber les contradictions internes d'une société qui, faute de pouvoir inventer de nouvelles lignes de clivage stabilisées, « ne trouve plus son assiette ». Le cas français, d'où vient cette jolie expression, est à ce titre emblématique : « depuis la fin de la Fronde jusqu'aux premiers éclats révolution-

21. Jacqueline Barus-Michel, « Crise et identité », in Max Pagès et al., *La violence politique*, Paris, Erès, 2003, p. 57.

22. Léon Trotsky, *Histoire de la Révolution russe*, t. 1. Février, Paris, Seuil, 1967, notamment, p. 251-261.

23. *Ibid.*, p. 202.

Table des matières

Introduction	7
Penser l'indicible.....	8
Quatre ans après : le Moyen-Orient face à lui-même	10
2011-2015 : conceptualiser le Moyen-Orient.....	15
Révolutions démocratiques versus révolutions eschatologiques et partisans.....	22
Notre démarche	30
Le plan de l'ouvrage.....	36
Première partie	
Expériences révolutionnaires et terrains de conflit	
Chapitre premier. – Les décors de 2011	43
« 2011-2012 arabe » dans l'histoire universelle.....	45
État et structures de classes dans le monde arabe.....	50
Attente révolutionnaire et attente démocratique	59
Coalitions révolutionnaires	63
Chapitre 2. – Tunisie et Égypte : de la contestation révolutionnaire au <i>kulturkampf</i>	71
Sociétés ouvertes versus régimes fossilisés	72
Ce que le structurel doit au conjoncturel.....	76
Préserver les anciennes institutions ou instaurer la dictature de la rue?	83
Configurations révolutionnaires : le mouvement et le « sens ».....	88
Sortir de la révolution : putschisme versus consensus.....	98

Chapitre 3. – Effets de domino de 2011	107
Le déplacement des lignes de force dans le monde arabe...	108
Le Golfe « contrarévolutionnaire »	111
Espaces à faible mobilisation : Algérie, Jordanie, Maroc ...	116
La Palestine oubliée.....	121
Terrains de violence 1 : la Libye ou la fragmentation militarisée.....	124
Terrains de violence 2 : le Yémen ou la révolution en contexte de guerres	130
Terrains de violence 3 : la Syrie : détruire sa société pour assurer sa durabilité	134
Terrains de violence 4 : l'Irak et le Liban, des sociétés sur la brèche.....	150
Terrains de violence 5 : les entités kurdes en Irak et en Syrie	157
Et l'Asie.....	162

Deuxième partie

Pouvoirs, temps, espaces et violence

Chapitre 4. – Recomposition et effondrement des États.....	167
Revisiter la question de l'État.....	169
Tunisie et Égypte : États reconstitués	171
Terrains de violence : vers des « États-milices » ?	173
Al-Qaïda ou les marges dissidentes comme alternatives à l'État.....	178
Chapitre 5. – Ébranlement du modèle westphalien.....	191
L'état de violence des années 1980.....	192
Les limites de l'action internationale.....	194
Élargissements du Moyen-Orient.....	197
Terrains africains.....	202
Chapitre 6. – Appartenances et loyautés à l'heure de la désintégration sociale.....	211
Quand le Léviathan disparaît.....	212
L'effondrement des sociétés.....	215
La confession et la tribu	222